

Edito

L'horreur totale. L'annonce du massacre perpétré par des talibans dans une école de Peshawar au Pakistan et qui aurait fait au moins 141 victimes dont 132 enfants a provoqué l'effroi. Une certitude : la barbarie n'a donc aucune limite. Et une question : mais jusqu'où cela pourra-t-il aller ?

Heureusement, la semaine dernière avait été marquée par une bonne nouvelle : la libération du dernier otage français qui était détenu au Sahel depuis plus de 3 ans. Serge Lazarevitch a retrouvé sa liberté, sa famille, ses amis. Après les assassinats effroyables de plusieurs otages par Al-Qaïda au Maghreb Islamique [AQMI] on pouvait craindre le pire. Le pire n'est pas arrivé. On ne peut que s'en réjouir.

Alors, c'est sûr qu'à côté de cette réalité, dramatique ou plus réjouissante, il y a des informations qui apparaissent presque anecdotiques. Elles ont pourtant un impact direct sur la vie de beaucoup de Français. Par exemple, si l'on en croit l'INSEE, en France les salaires ont baissé de 0,4 % en 2012 (oui, on est d'accord, ce n'est pas super frais, mais ce sont les chiffres qui viennent de tomber...). C'est une réalité qui n'avait pas échappé à grand monde. Cette fois ce sont les chiffres qui viennent la confirmer. Certes, 0,4 % ça peut paraître peu. Mais comme, parallèlement, le taux d'inflation avait atteint 2 % la même année, on ne s'étonne plus de constater une baisse constante du pouvoir d'achat. Et de fait, il suffit d'écouter les Françaises et les Français pour le constater : ils sont de plus en plus nombreux à éprouver les plus grandes difficultés à boucler les fins de mois. Une nouvelle peu réjouissante à une semaine des fêtes de Noël.

Calais Port 2015 : regarder vers l'avenir

En une semaine, quel changement ! Alors que le 8 décembre, à l'occasion du conseil portuaire de Calais, le président de la région Nord/Pas-de-Calais laissait craindre le pire pour le projet Calais Port 2015, la tonalité du conseil portuaire, convoqué à nouveau le 15 décembre, débouchera sur un vote à l'unanimité en faveur du projet et de la délégation de service public attribuant la gestion des ports de Boulogne et Calais à la CCI Côte d'Opale.

Est-ce à dire que tout serait parfait ? Qu'il n'y aurait plus rien à dire sur le dossier ? Pas du tout ! Le combat ne fait que commencer pour défendre les droits des salariés du port, pour obtenir que le territoire réalise une part non négligeable des travaux, pour que les statuts des salariés soient conformes au droit français... Comme derrière la réalisation des nouvelles infrastructures, il restera à agir pour que les salariés et leurs revenus ne soient pas la seule variable d'ajustement de la gestion portuaire.

Inutile de dire, qu'il va y avoir du sport. Comment pourrait-il en être autrement dans un contexte où celui qui travaille est montré comme un privilégié, celui qui a acquis un salaire honnête est présenté comme un nantis auquel il serait urgent de reprendre des privilèges...

La Révolution française à l'envers en quelque sorte.

Oui, il y a du pain sur la planche. Mais l'important dans ce dossier était de pouvoir participer aux combats économiques de demain avec les outils appropriés.

Évidemment, immédiatement la

droite prétend que c'est son intervention qui aura permis la concrétisation du dossier. Une attitude purement égoïste et puérile qui dénote avec la volonté d'ouverture et de rassemblement mise en avant par la majorité des participants au conseil portuaire. Égoïste, car il est indéniable que le projet est collectif : Chambre de commerce, salariés, Région, État, Europe, Territoire, Département, entreprises... Puérile, car qui pourra croire que

n'était qu'un prétexte.

Peu importe tout cela. L'essentiel comme le déclarera Jacky Hénin au conseil municipal est ailleurs : « *Les combats d'arrière garde n'ont jamais permis, et ne permettront jamais de remettre en cause l'avancée des sociétés. Le nationalisme exacerbé, qu'il soit d'état ou de territoire ne peut être, que castrateur pour le développement économique, social, culturel.* »



1,7 % d'apport représente plus en valeur que les 98,3 % restant. Une droite qui ne s'était même pas aperçue que le fléchage des fonds européens était passé de 70 à 90 millions en quelques jours, qui ignorait jusqu'au conseil du 8 décembre la demande de garantie d'emprunt de 700 millions d'euros formulée par le gouvernement français auprès de l'Europe. Une droite qui n'avait tout simplement pas vu, que l'évocation de soucis financiers

Le travail en commun se conjugue avec le nous et pas le je. Enfin qui n'avance pas, recule. »

C'est le message qu'il nous faut envoyer au conseil régional et à tous ceux qui veulent construire l'avenir, ici sur le littoral et demain dans notre grande région. Le combat qui suit est déjà présent dans toutes les têtes. Il s'agit désormais de tout faire pour permettre à My Ferry Link de vivre.

Le dessin



Santé

Le temps dure longtemps

Un article paru dans la presse locale (NL) cette semaine, relatif à l'éventuelle venue de patients anglais chez nous, nous a fait faire un bond dans le passé.

Accueillir, pour les soigner, des Anglais dont le système de santé laisse paraître grandement à désirer. Promouvoir le savoir-faire français et au passage en retirer quelques avantages pécuniaires, donner du travail ici aux jeunes.

Comme le rappelle à juste titre l'article, privés et public se sont déjà penchés sur la question. Une question qui pour le public n'était pas si innocente que cela : compenser les pertes de dotation par une activité de chirurgie ambulatoire, apurer les déficits.

Ainsi de très nombreuses discussions tournaient autour de la question : Comment, dans le cadre du projet de nouvel Hôpital créer les conditions de pouvoir traiter des Britanniques ? Quels accords prendre avec les assurances du royaume de sa gracieuse Majesté ? Comment être sûr d'être réglé ? Quid de l'hébergement, en hôtel ou en chambres médicales ?

Ces questions et d'autres, étaient au cœur du projet du nouveau centre hospitalier. Comme elles étaient au cœur du projet Victory Parc (projet tué par madame Bouchart et son équipe). Combien fallait-il prévoir de chambres d'hôtels pour la patientèle bri-

tannique.

Une réalité qui amènera certains à dire : « *Le nouvel hôpital c'est d'abord pour la population du Calais. Les Britanniques d'accord, mais après la population* ».

Un projet surtout qui s'était heurté à une lecture stupide des textes. L'activité complémentaire effectuée pour le compte du privé à l'hôpital, aurait tout simplement été décomptée de ses dotations. Le coureur fou qui se tire une balle dans le pied espérant courir plus vite, en quelque sorte.

14 ans déjà que ces discussions existent. Espérons qu'il faudra moins de 14 ans pour voir un patient anglais occuper une place libre de l'hôpital.



Coup de griffe

➤ Journalisme ou propagande ?

Nous ne sommes plus en campagne électorale, et pourtant... *Nord Littoral* continue à faire de l'anti-Hénin. Dans l'édition de ce mercredi 17 décembre, une page entière où Hans Ryckeboer, le président de l'OPH (le même qui dépense des milliers d'euros pour faire refaire son bureau), accuse Jacky Hénin d'avoir, du temps où il était président de l'OP, plombé les finances de la structures en « *acquisitions foncières inutiles* ».

Une page complètement à charge et bien sûr à aucun moment la parole n'est donnée à l'ancien maire de Calais pour lui permettre de s'exprimer. Ben non, ce n'est pas la politique du *Nord Littoral* ça. Le journal préfère continuer de taper sur l'ancienne municipalité en général et sur Jacky Hénin en particulier. Tout journaliste digne de ce nom sait pourtant qu'un article doit donner aux différentes parties la possibilité de s'exprimer. Sinon, ce n'est pas du journalisme, c'est de la propagande. Mais après tout, qui s'en soucie ? Certainement pas la direction du groupe *Voix du Nord*, propriétaire du journal, qui s'est contentée de tapoter sur le bout des doigts de Philippe Hénon lorsque celui-ci a utilisé le téléphone du journal pour faire campagne pour Natacha Bouchart lors des dernières municipales. Manifestement, ce n'était pas si grave. Une chose est sûre : ce n'est pas auprès de Philippe Hénon qu'on risque d'apprendre la déontologie journalistique. Mais c'est vrai qu'il y a journalistes et journalistes...

Retour sur...

...le déplacement aux grottes de Velours (en Hollande) organisé le samedi 6 décembre par le Rusé. Une cinquantaine de personnes étaient de la partie et ont particulièrement apprécié la découverte de ce marché de Noël vraiment original. Une excellente occasion pour faire quelques emplettes à l'approche de Noël, mais surtout une très bonne journée passée en excellente compagnie.



Poil à gratter

Nouvelle recrue

C'était donc ça... La semaine passée nous vous faisons part ici même d'une rumeur galopante dans les couloirs de l'agglo quant au nom du nouveau directeur du développement économique. Un nom qui, s'il était avéré, allait faire du bruit, selon ladite rumeur. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la nouvelle est... disons surprenante. Car la personne idoine, qui a été retenue après un jury de recrutement en bonne et due forme, cela va s'en dire, n'est autre que... la femme du nouveau directeur général des services, ex-directeur général adjoint. Et dire qu'ils avaient leur perle juste là, à quelques centaines de mètres... Une femme qui parle Néerlandais en plus, exactement comme stipulé dans l'offre de recrutement (on se demande pourquoi d'ailleurs...). Tout de même quelle chance. Mais peut-être cette embauche va-t-elle permettre de faire faire des économies à l'agglo. Ben oui, madame logeant en effet avec monsieur dans une maison (située à 500 m de l'hôtel communautaire) dont le loyer est pris en charge par l'agglo, on est sûr qu'elle ne demandera pas de logement de fonction. Et comme Monsieur dispose déjà d'une voi-

ture de fonction pour nécessité de service, on ose espérer que l'agglo aura le bon sens de ne pas en fournir une à madame. Après tout, il paraît qu'à l'agglo on est pour le développement durable alors, tous à pieds...

Jurisprudence

Cette embauche aura sans doute un avantage : Philippe Blet va difficilement pouvoir continuer à rétorquer à des personnes, dont le mari ou la femme travaillent déjà à Cap Calais et qui postulent pour entrer eux aussi à l'agglo, qu'il ne peut donner suite car il « ne veut pas de couples au sein de l'agglo ». Ben oui, ce qui vaut pour les uns, vaut pour tout le monde. Ou alors ça s'appelle de la discrimination.

Ils ne répondent plus

A en croire Philippe Blet, les problèmes de factures impayées ne seraient plus qu'un mauvais souvenir. Depuis juillet dernier tout serait rentré dans l'ordre. C'est en tout cas la teneur de ses déclarations lors du dernier conseil communautaire. Alors soit le président de l'agglo tente de faire avaler des couleuvres aux conseillers communautaires qui, pour la plupart, n'ont même pas envie de savoir où est la vérité.

Soit lui-même n'a pas idée de la réalité de la situation. On se demande ce qui est le plus grave... Quoi qu'il en soit, contrairement à ce qu'affirme le président, il reste bien des impayés à l'agglo. D'ailleurs, il a dû, tout comme les différents chefs de service qui disposent d'un téléphone portable professionnel, s'en rendre compte récemment : les lignes ont été coupées. Après plusieurs relances sans réponse Orange a décidé d'agir. Eh oui, voilà ce qui se passe quand on ne paye pas les factures... Il paraît que Philippe Blet n'était pas content, mais alors pas content du tout de ne plus avoir de téléphone. Bizarrement quand il s'agit d'impayés (qui atteignent pourtant plusieurs dizaines de milliers d'euros) qui ne le touchent pas personnellement, sa réaction est beaucoup moins virulente.

